

la Souveraineté. S'il devait en être autrement, il dirait qu'il ne comptait plus l'opinion publique et qu'il ne serait plus digne de la représenter. Le Canada avait un magnifique avenir, mais ce ne serait jamais en s'unissant aux États-Unis; car cette annexion nous ôterait nos terres publiques et nos droits de douanes, et nous donnerait des taxes énormes. — On avait censuré le gouvernement parce qu'il ne faisait pas connaître ses idées; l'hon. membre devait dire que le ministère avait fait tout en lui pour empêcher l'effusion du sang, et que d'ailleurs on saurait plus tard s'il était endormi et avait eu peur. [L'hon. membre parla alors des troubles des jours précédents.] Il ajouta qu'il ne se laisserait jamais intimider par des émeutiers; qu'on verrait dans moins d'un mois l'indignation publique se manifester d'un bout du pays à l'autre contre les attentats commis à Montréal.

M. Gagy parla ensuite sur toutes choses et toutes personnes, et fut suivi de M. McConnell qui dit qu'il croyait que les représentants par leur adresse méritaient d'être assaillis de pierres, d'œufs, etc. !

Le Dr. Nelson voulait savoir de M. Gagy, s'il (Gagy) avait parlé de lui (Nelson) en appliquant aux membres libéraux le surnom de *underling* (suppôt). (M. Gagy répondit que non.) M. le Dr. Nelson disait hautement que l'hon. M. Cayley et tous ses amis désolait les Canadiens-Français, en disant d'eux qu'ils étaient les ennemis jurés des personnes d'autres origines. Il avait cela. Les Canadiens-Français avaient montré le contraire plusieurs fois. Il pouvait en particulier parler de leur hospitalité proverbiale. Les Canadiens-Français en effet recevaient, sous leurs toits, l'étranger, qu'il fut Anglais, Écossais, Français, etc. (L'hon. membre cita ensuite des exemples de cette hospitalité remarquable.) L'hon. membre ajoutait qu'on avait parlé de catholiques et de protestants; il devait dire que jamais on ne faisait de ces distinctions dans le pays; on ne demandait jamais compte à un homme de sa croyance religieuse, il n'était pas inquiété, parce qu'il professait le protestantisme. L'hon. membre ajoutait que ceux qui faisaient de pareilles avances, étaient de mauvais citoyens, c'étaient des calomniateurs. — Il soutiendrait pour sa part, le gouvernement constitutionnel du pays; il donnerait sa vie pour le protéger contre ses ennemis du dedans et du dehors. Quant aux brigandages récents, c'était une tâche terrible sur les habitants de la ville de Montréal. — Si le bill d'indemnité, passé par les deux chambres, n'avait pas été sanctionné, il (Dr. Nelson) aurait dit que le gouvernement responsable était fini. Il demandait ce que le peuple anglais dirait si la Reine refusait sa sanction à un bill passé par la chambre des communes et la chambre des lords. Or, ce devait être la même chose pour le Canada. Il était prêt à tout faire pour maintenir la paix, même au risque de perdre toutes ses propriétés. Il avait refusé d'armer ses amis pour défendre sa maison. Mais il ne croyait pas que l'on pût se laisser d'avantage attaquer dans les rues, assaillir de toutes manières. Il ne doutait pas qu'anssiôt que la réflexion aurait remplacé la passion, on verrait avec horreur la tache indélébile faite au nom de la ville de Montréal. Il croyait que, relativement à l'ordre de chose actuel, le pays était tranquille, mais que relativement aux brigandages récents le pays était profondément agité, indigné.

M. Cauchon parla ensuite fort au long; nous n'entendîmes que la fin de son discours. Le bill d'indemnité avait été passé par les trois quarts de la chambre, et par une majorité d'hommes d'origine bretonne. Il n'y avait donc rien de plus injuste que ce que l'on disait contre la sanction de cette mesure. Il croyait que c'était été une injustice énorme envers le pays, si le ministère avait cédé devant les émeutiers, et avait abandonné ses grandes mesures. Il était convaincu que si les représentants du peuple n'appuyaient pas énergiquement le gouvernement, ils étaient grandement coupables.

M. Badgley (tory) défend M. Papineau, au sujet de ses attaques contre le ministère. Il dit que M. Papineau a agi avec franchise et courage.

Le Dr. Boutillier arrivait de son comté; il avait vu des hommes de toutes les nuances opinions; il trouvait tout le monde unanime à condamner les émeutiers et incendiaires, et à exprimer sa confiance dans S. E. lord Elgin et son administration.

M. Thompson ne dit qu'un mot. A son avis, les émeutiers n'étaient qu'une machine dans les mains d'autres hommes qui se cachaient [appauvrissements].

L'hon. R. Baldwin s'en tiendrait à ce qui avait été dit. Le gouvernement n'entendait pas discuter ce sujet aujourd'hui, mais viendrait plus tard répondre à toutes les accusations. Il proposait donc de renvoyer les ordres du jour au lendemain. Accordé.

M. Egan obtint un congé d'absence de 15 jours et M. Wilson un congé de 3 semaines, et la chambre s'ajourna.

Mercredi, 2 mai 1849.

La chambre a commencé à siéger à 3 heures, p. m. L'hon. M. Baldwin a lu le rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'état des Bills pendant devant la chambre le 25 avril dernier. Après quoi, Sir A. McNab a demandé à l'hon. M. Lafontaine pourquoi on publiait dans la *Gazette Officielle* les adresses qui arrivent au gouverneur en ce moment, tandis qu'on n'a pas publié celles des conservateurs (1) du Haut-Canada contre le bill d'indemnité; il regardait cela comme une insulte faite au H. C. — L'hon. M. Lafontaine répondit qu'on faisait cette publication, par rapport au but des adresses, et que celles du H. C. seraient publiées aussi bien que celles du B. C. — Et la chambre s'est ajournée.

#### CONSEIL LÉGISLATIF, 2 MAI.

Le conseil s'est assemblé ce jour à 3 heures. L'hon. M. Ross, a proposé qu'au lieu que le conseil adoptât une adresse à S. E. Lord Elgin au sujet des derniers événements, il y eût appel nominal des membres du conseil mercredi le neuf courant. L'hon. M. Brooks a proposé en amendement que le conseil prit l'adresse en considération vendredi le 4 du courant. Il y a eu alors des débats chaleureux qui se sont prolongés jusqu'à 7 1/2 heures. L'hon. M. Caron a parlé deux fois; et l'a fait avec succès. Il a fait voir toute la justice du bill d'indemnité pour les pertes du B. C.; il a prouvé que ce bill était bon dans les mêmes termes que celui du Haut-Canada, qu'il avait été discuté fort au long, puis passé dans les deux chambres par la majorité. L'hon. membre ajoutait que d'ailleurs, outre qu'on Angleterre ou avait eu au moins 6 à 8 semaines pour avoir connaissance de la mesure et l'approuver pleinement, S. E. Lord Elgin n'avait pas donné tout de suite sa sanction à ce

bill; qu'entre la sanction du bill et la sanction qui avait été donnée, Lord Elgin avait eu le temps d'en écrire au gouvernement impérial et d'en recevoir une réponse; que l'on devait supposer la vérité, puisque Lord Elgin avait sanctionné la mesure. L'hon. M. McGill demandait alors à M. Caron s'il savait qu'il y eût une semblable réponse. M. Caron répondit qu'il n'en savait absolument rien; mais qu'au moins on pouvait raisonnablement et en toute sûreté le supposer, vu les actes de Lord Elgin jusqu'à ce jour et vu la position où s'était trouvée son Excellence. De là, l'hon. membre concluait qu'il était pour le moins fort curieux et fort amusant de voir les honorables membres de l'opposition prétendre mieux connaître les intérêts de la Grande Bretagne que la Grande-Bretagne elle-même.

L'hon. M. Ross a aussi fait un bien bon discours, dans lequel il a justifié l'administration de Lord Elgin dans leurs actes relatifs au bill d'indemnité, et a censuré de la manière la plus sévère et la plus juste les horribles attentats commis par M. M. les *loyaux* de Montréal.

Des honorables Bruce et DeBoucherville, nous ne dirons rien, vu les circonstances. Souvent le silence en dit plus que des colonnes entières.

Quant à l'hon. E. P. Taché, il a su soutenir sa réputation de capacité et de vrai patriotisme. Il a fait voir toute la bassesse et le crime des attentats des huit jours écoulés. Il a montré les *loyaux* prouvant leur *loyauté* par l'émence, l'incendie, et la haute trahison! Et d'un autre côté, il a ajouté, "qu'est-ce que la population libérale a fait? quelles maisons a-t-elle incendiées? qui a-t-elle attaqué? Ah! elle est demeurée paisible et loyale. Et c'est ce parti, qu'on appelle les rebelles? Je repousse une pareille appellation; elle est contraire à la vérité, elle est contraire aux faits." Puis l'hon. membre a dit qu'il ajoutait quelques mots sur la conduite du gouvernement. "Le ministère, a-t-il dit, a été accusé de timidité, de faiblesse. Eh! bien, non, il n'a pas été timide et n'a pas été faible: s'il n'a pas levé des volontaires et ne s'est pas entouré de troupes, ce n'est ni par crainte ni par incapacité; ça a été uniquement pour empêcher l'effusion du sang. On nous reproche d'avoir laissé insulter Lord Elgin une seconde fois; eh! bien, qu'on veuille bien entendre les faits. Nous avons à Montréal une nombreuse population qui nous demandait des armes pour protéger son Excellence, protéger le gouvernement et garantir la paix; nous avions, dans le voisinage immédiat de Montréal, au-delà de 50,000 hommes prêts à marcher et à prendre les armes pour la défense des autorités établies et la protection de la vie et des propriétés des citoyens. Mais S. E. Lord Elgin n'a jamais voulu consentir à leur armerment. Le gouvernement général voulait éviter l'effusion du sang. Il se refusait à faire rencontrer les Canadiens-Français (formant une grande portion du parti libéral) et les conservateurs (qui sont d'origine étrangère). Lord Elgin ne voulait pas amener ces deux populations en contact; il se refusait à des collisions entre les deux races. Ainsi qu'on le comprend bien; ce n'est ni la force, ni le courage qui ont manqué au gouvernement; mais ce qui lui a manqué, ça a été le désir de faire verser le sang humain. La seule considération de l'effusion du sang lui a dicté la conduite qu'il a suivie."

Après d'autres remarques de l'hon. M. Taché, auquel nous ne pouvons rendre justice par cet analyse, et des discours de quelques autres honorables membres (McGill, Jones, Pinhey, etc.), l'amendement de M. Brooks (tory) a été mis aux voix et perdu. Après quoi, l'hon. M. Ross a dit que, pour rencontrer les vues des honorables membres, il changerait sa motion comme suit: "qu'un appel nominal des membres de cette honorable chambre soit fait de lundi prochain en huit jours," c'est-à-dire le 14 courant. Cette motion, mise aux voix, a été emportée par un vote de onze voix contre dix, l'hon. D. B. Viger votant avec les libéraux.

#### LES CONSEILLERS LÉGISLATIFS.

Après ce qui vient de se passer au conseil législatif où l'absence volontaire des membres libéraux peut donner à M. M. les *Conservateurs* une majorité contre le gouvernement et contre le désir du peuple exprimé par la chambre d'assemblée, nous pensons que tous les conseillers législatifs, appartenant au parti libéral, se feront un devoir de se rendre à leurs postes pour le jour de l'appel nominal. Il faut que ces honorables messieurs sacrifient un peu leurs intérêts particuliers. Le pays s'attend à des sacrifices de leur part. Il serait vraiment pénible de voir, surtout dans un moment comme celui-ci, des Canadiens s'éloigner de leur siège en parlement et s'en aller chez eux. Une pareille conduite serait sans patriotisme et contrairement aux devoirs d'un bon citoyen qui a à légiférer pour son pays.

Nous ne nommerons aucun des honorables membres du conseil qui sont actuellement absents; car il peut se faire qu'ils le soient par affaires majeures ou par maladie. Mais nous sommes bien décidé à publier les noms des membres libéraux qui ne seront pas à leurs postes le quatorze du courant. Il faut que le pays sache qui le sert avec zèle et assiduité, qui a à cœur son avancement et sa conservation.

Depuis mardi, la ville est retombée dans un calme plat complet. On s'occupe dans les rangs des Libéraux à faire signer une adresse à la Reine et une autre à S. E. Lord Elgin. Nous invitons tous les Réformistes et tous les amis du bon gouvernement à se hâter de signer ces adresses. Il faut que tout le monde les signe. Car dans un moment comme celui-ci, celui qui n'est pas pour nous est contre nous. Or, être contre nous, c'est être contre le bon gouvernement, contre la justice égale, et pour l'oppression ou l'anarchie.

Nous avertissons nos concitoyens de ne pas se laisser endormir par l'apparence de tranquillité qui règne parmi nous en ce moment. Les mêmes hommes qui ont duré huit jours incendier les propriétés et commis les plus grands attentats, travaillent nuit et jour, nous disent les journaux tories. Il se fait une grande organisation parmi eux. Dans quel but et pour quel temps? C'est ce que nous apprendra l'avenir. Toujours, soyons sur nos gardes; ne provoquons personne, mais soyons prêts à soutenir l'autorité établie et à protéger nos vies et nos propriétés.

Nous pensions que, dans un moment tel que le moment présent, les rédacteurs du *Avenir* s'abstiendraient de tout écrit propre à soulever entre eux et les journaux libéraux une discussion acrimonieuse ou au moins désagréable. A notre grand regret, nous avouons que nous

nous sommes trompés dans notre bienveillante supposition. L'*Avenir* de mercredi, outre une correspondance des plus injurieuses à l'adresse de la *Minerve*, en contient une autre des plus malicieuses, des plus haineuses et des plus calomnieuses à l'adresse du Révérend M. Pinsonneault, prêtre de St. Sulpice. C'est (publiquement parlant) le tristement connu *Campagnard* de St. Hyacinthe qui en est l'auteur. Cela suffit pour faire comprendre que c'est un article contre le clergé catholique, qui y est traité d'une manière infamante, et de louanges de l'*Avenir* que nous avons en occasion d'introduire à nos lecteurs. Va sans dire que nous ne nous arrêterons pas, pour le moment au moins, à cette production, qui ne peut ni faire honneur ni faire de bien à M. *Campagnard* et son pauvre *Avenir*, et qui ne pourra jamais diminuer le respect que l'on ne pour le clergé catholique et M. Pinsonneault en particulier.

C'est avec le plus grand plaisir que nous annonçons à nos lecteurs qu'il a déjà commencé à se tenir des assemblées dans plusieurs localités du district de Montréal, au sujet des troubles de Montréal. Le district de Québec et les autres districts du Bas-Canada n'entendent pas non plus demeurer inactifs; ils se remuent, ils s'organisent, ils passent des résolutions et adoptent des adresses à Lord Elgin et à S. M. la Reine. Nous ferons notre possible pour reproduire le plus grand nombre possible de ces adresses, et ne manquerons pas au moins de faire connaître les procès-verbaux des assemblées et les réponses de S. E. Lord Elgin.

L'hon. George M. O'Leary et ses quelques 150 amis ont fait paraître mercredi une proclamation (!) pour exhorter les *loyaux* à la paix!! N'est-ce pas ridicule de voir ces bons messieurs prêcher la paix à pareille heure? Lorsqu'ils ont tout fait depuis le 25 avril pour tenir les turbulents en haleine et leur fournir des prétextes de faire du tumulte et des émeutes, ils viennent dire: "nous vous prions, pour l'amour de votre pays, (que les *loyaux* ont dégradé par leurs actes), de votre Reine (que les *loyaux* ont insulté dans la personne de son représentant), et de vous-mêmes (qui ont promené la torche de l'incendie par toute la ville), de faire tout en vous pour maintenir la paix et préserver les propriétés!!" Et ces gens mal-intentionnés, ces incendiaires, ces misérables qui ont violé la Représentation nationale et attenté à la Majesté de Notre Très Gracieuse Souveraine, ils sont appelés, aujourd'hui que leur œuvre est faite, à garder la paix et à préserver la propriété!! Que n'a-t-on fait cela, dès le lendemain de l'incendie du parlement? Pourquoi les conservateurs influents de cette ville, qui signent la proclamation dont nous parlons, ne sont-ils pas allés même à l'assemblée convoquée le 25 avril à 8 heures par la *Gazette de Montréal*? Est-ce que ces messieurs ne pensaient pas avoir alors autant d'autorité qu'ils s'en croient aujourd'hui? Si ce n'est pas cela pourquoi, n'ont-ils pas agi?

Le *Transcript* du 1er du courant termine un de ses articles éditoriaux comme suit:

"Il est sincèrement à espérer que le peuple (!) ne se portera à aucune autre violence; il est vrai (!) que l'on a blessé ses sentiments d'une manière presque insupportable, mais en commentant ces actes de violence, ce n'est fait que à sa propre cause. Qu'il attende un moment patiemment la réponse à la pétition qu'il se prépare à envoyer à la Souveraine. Agir avec une violence sans signification est l'extrême de la folie."

Nous citons ce passage, afin de fournir à nos lecteurs un échantillon de la manière de parler du *Transcript*. C'est un précieux morceau pour l'histoire.

La *Gazette* de Montréal de mercredi contient la phrase suivante: "La mob (troupe d'émeutiers et d'incendiaires) mérite beaucoup de louanges pour la MODÉRATION QUELLE A MONTREÉ dans ses procédés!" Pour nous, nous demandons au pays s'il entend ratifier un pareil avancé; nous lui demandons si les brigands, qui ont dévasté notre ville et insulté les chambres et le représentant de la Souveraineté, méritent autre chose que l'extrême pénalité de la loi?

Le *Morning Chronicle* de Québec du 30 avril, parlant des troubles de Montréal, dit: "Ici (à Québec), il n'y a ni nécessité ni inclination pour la destruction." A nos lecteurs à bien apprécier le sens d'une pareille phrase.

Afin que nos lecteurs puissent juger de ce que M. M. les Tories entendent faire des Libéraux et des Canadiens-Français en particulier, nous extrayons de la correspondance Montréalaise l'extrait suivant dont la traduction vient immédiatement après:

"The cry of 'notre langue, NOTRE RELIGION' et 'nos lois', has had its day long enough. The time is now 'come for us to give them a taste of our language, OUR RELIGION and our laws, IN SPIRIT OF THEMSELVES.' 'Le cri de 'Notre langue, NOTRE RELIGION et nos lois' a duré assez longtemps. Le temps est maintenant venu de les faire goûter (les Canadiens-Français) à notre langue (anglaise), NOTRE RELIGION (protestante) et nos lois, en dépit d'eux."

Est-ce là un langage tolérable? Tout cela des prétentions raisonnables? Les catholiques peuvent-ils, en présence de pareils faits, rester les bras croisés et se taire? Non, relevons la tête comme des braves, comme des catholiques; disons bien haut que nous ne nous courberons jamais sous le joug de l'anarchie, de l'irreligion et du protestantisme. Soyons prêts à défendre nos droits, à défendre notre gouvernement, à défendre notre religion. En attendant, renforçons le gouvernement par nos adresses de confiance et nos offres de services. Les ennemis du peuple et de sa religion ne sauraient après cela triompher.

Il y a eu à Toronto une assemblée de Tories pour demander le rappel de Lord Elgin et le désaveu du Bill d'Indemnité. Il est question d'envoyer Sir A. McNab en Angleterre à cet effet.

Hier, la chambre a procédé aux affaires; il ne s'y est rien passé de bien intéressant.

Nous regrettons de voir que Ronald MacDonald, écrivain, quitte la rédaction de la *Gazette de Québec*. M. MacDonald est un homme capable qui, nous l'espérons, trouvera succès et profit dans le nouvel emploi qu'il veut se proposer de remplir.

C'est dimanche prochain que s'ouvre à Baltimore le concile provincial des E. U.

Ce matin il a été décidée (à la Chambre), que les résolutions de M. Lae-Tre, relatives au transport du siège du gouvernement à Québec, ne seraient prises en considération que lundi prochain.

On nous apprend qu'il doit se tenir, mardi prochain, une grande assemblée des habitants du comté de Rouville, au sujet des événements récents de la capitale.

Le numéro de mai du Journal Anglais d'Agriculture nous est parvenu. Le prix de cette excellente publication n'est que de cinq chelins par an.

Voir la dernière page.

PAPINEAU ET LES VANDALES. — L'on sait que c'est aux cris de "Damn'd French Rebels" *Down with the French Domination*: (*À bas les damnés rebelles Français? À bas la domination française*), que les émeutiers de Montréal le corps auxiliaire qui doit aider la ligne de Brockville à envahir le Bas-Canada, se sont portés à des excès qui ont frappé de stupeur notre morale et paisible population. C'est nous, comme peuple, ce sont nos institutions civiles, nationales et religieuses que l'on a voulu frapper en insultant la personne du représentant de Sa Majesté, incendiant le Palais Législatif et avec lui deux bibliothèques où nos hommes studieux trouvaient les meilleurs ouvrages de littérature française; c'est nous qu'on a voulu frapper dans les personnes et dans les propriétés de nos chefs politiques; c'est nous qu'on veut frapper au moyen de ce mouvement général qu'on a imprimé à une section fanatisée de la population. Certes, s'il y avait une occasion où le sentiment national dût absorber tout autre sentiment chez un des nôtres et le faire passer par-dessus certaines considérations d'importance mineure, c'était celle où la représentation du pays était appelée à se prononcer sur les événements désastreux dont la capitale vient d'être le théâtre. Eh! bien, qu'a fait M. Papineau, l'homme qui se dit ne et que quelques-uns ont représenté jusqu'à présent comme le champion de nos intérêts nationaux? Se réunir-il à ses compatriotes représentants qui, sans exception, votèrent ensemble? Non, lui seul encore une fois, il s'isola du reste de nos représentants pour aller grossir les rangs de ceux que les émeutiers, les vandales de Montréal reconnaissent pour leurs chefs!!! Le nom de Papineau qui avait déjà souffert plusieurs atteintes, se trouve flétri, à jamais, par ce vote anti-canadien; et nous espérons pour l'honneur de notre race, qu'il ne se trouvera pas une plume canadienne pour justifier ce vote déshonorant. Mais, est-ce donc Brockville ou Toronto que représente M. Papineau? Les électeurs de St. Maurice se laisseront-ils insulter plus longtemps sans dire mot? Veulent-ils aussi eux, se joindre aux chefs des brigands avec les quels M. Papineau vient de se faire une nouvelle alliance? *Ami de Québec.*

LA DÉMONSTRATION D'HIER, TOUT?... MINISTÉRIELLE! — Mille bruits sinistres couraient hier, que la bonne et paisible ville de Québec allait être le théâtre d'une de ces équipées dévotement aujourd'hui en vogue chez ceux qui, ne pouvant respirer sous le poids de la loyauté qui les écrase, lui font jour par une brûlante de l'honneur du représentant de Sa Majesté la reine et de ses ministres. Vers huit heures, une foule de gamins était rendue vis-à-vis de l'hôtel St. Georges, où il y avait bal des élèves enfants de l'académie de danse de Mlle McAffry. Quelques pétards lancés dans la foule, firent les *specks* inflammatoires préluant au grand drame qui se déroula sous les yeux de la multitude, au centre de la Place d'Armes. En effet, à défaut de trois mannequins dont un fut élevé au beau milieu des siens, en montant la côte de la Basse-Ville, par des citoyens de la rue Champlain, et les autres esquivés, un sac de ripes on de paille fut la représentation de la victime immolée à la justice populaire, aux cris désordonnés de: *Three groans for Elgin!* et d'autres: *Hurrah for Elgin!* *Three groans for Mr. Nab!* *Down Lafontaine!* — *Up Lafontaine!* suivis de rires bruyants qui attestaient le grand sérieux des acteurs en véritable déconiture. Après la brûlure, la masse se concentra plus près de l'hôtel, et là des points dont faisaient les frais la gaité des libéraux irlandais d'un côté, assaillirent les partisans du mannequin, car nous ne saurions appeler autres ces figurants. Le piquet du Château avait été augmenté de quelques compagnies, grâce aux soins de deux magistrats, MM. John Magnire et N. F. Belleau, vu que parmi les bruits en circulation qui avaient annoncé d'avance cette scène, circulait aussi celui d'une attaque au domicile de quelques particuliers. Mais grâce aussi, au bon sens des citoyens de Québec en général, grâce aux autorités, les troupes n'ont pas eu à faire les frais d'une seule cartouche, et aujourd'hui nous n'avons pas à nous en inquiéter sur des cendres fumantes, comme à Montréal, qui attestent en effet qu'en Canada nous ne sommes encore qu'un peuple de sauvages. *J. de Québec* du 28 avril.

Afin de déjouer toute tentative d'agression, nous sommes forcés de faire sentinelle jour et nuit et d'ériger notre atelier en citadelle. Semblable aux premiers colons du Canada, qui pour se protéger des attaques des sauvages, ne cultivaient leurs terres que le fusil à la main, nous ne pouvons publier notre feuille qu'avec la protection des armes.

Mort. — Le bruit qui a circulé que John Young, Eccl., avait été nommé "magistrat en chef" pendant la terreur, n'était pas correct; ce monsieur a agi comme simple magistrat sans pouvoirs additionnels. D'ailleurs nous ne voyons pas pourquoi cette nomination aurait été faite, quand notre Maire était à son poste jour et nuit durant tout le temps qu'a duré l'émeute. *Idem.*

#### NAISSANCE.

A Québec, le 1er mai, la dame de J. P. Bradley, écr. a mis au monde une fille.

#### DECES.

En cette ville, le premier mai courant, à Villa-Rosa, résidence de John Donegani, écuyer, son gendre, dame Rosalie Amiot, veuve de feu Louis Plamondon, écuyer, âgée de 61 ans et deux mois.

#### AVIS

On a besoin à Rigaud d'un instituteur pour l'école modèle, d'une institutrice pour l'école des filles, et de 4 instituteurs ou institutrices pour d'autres arrondissements. Les instituteurs admis à l'enseignement par le Bureau des Examineurs seront préférés. Adresser franc de port à

Ph. GARREAU, S. I. RIGAUD.